



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 17 février 2015**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

OBJET : 2015 – 25            ZONE INDUSTRIELLE DU CARRE – ROUTE DE LA MARIGARDE  
MISE EN SOUTERRAIN DES RESEAUX BASSE TENSION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 10 février 2015, s'est réuni le mardi 17 février 2015 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Patricia ROBIN, Jonathan TURRILLO, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Nicole NUTINI, Jean-Marie BELVEDERE, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Brigitte VIDAL, Jean-Paul CAMERANO, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Marguerite VIALE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-François LAPORTE, Alexandra ARDISSON, Chems SALLAH, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Paul EUZIERE, Myriam LAZREUG, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Magali CONESA, Ludovic BROSSY, Frédérique CATTART, Damien VOARINO, Jean-Marc DEGIOANNI, Franck BARBEY, Corinne SANJUAN.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Alexandra ARDISSON (prend part aux délibérations N°01 à 14)

ABSENTS EXCUSES :

- Monsieur Philippe WESTRELIN
- Madame Valérie DAVID
- Monsieur Jean-Marc GARNIER
- Madame Aline BOURDAIRE
- Monsieur Philippe-Emmanuel DE FONTMICHEL
- Madame Mireille BANCEL

ABSENTS :

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

/

PROCURATION :

- Monsieur Philippe WESTRELIN à Monsieur Jonathan TURRILLO
- Madame Valérie DAVID à Madame Marguerite VIALE
- Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Pascal PELLEGRINO
- Madame Aline BOURDAIRE à Madame Annie OGGERO MAIRE
- Madame Alexandra ARDISSON à Madame Muriel CHABERT
- Monsieur Philippe Emmanuel DE FONTMICHEL à Madame Myriam LAZREUG
- Madame Mireille BANCEL à Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Chems SALLAH est élu secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 9 décembre 2014.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

/

Questions diverses :

/

DU 17 FEVRIER 2015

**ZONE D'ACTIVITES DU CARRE – ROUTE DE LA MARIGARDE  
MISE EN SOUTERRAIN DES RESEAUX BASSE TENSION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet de poursuivre l'engagement de la Ville de Grasse, et de confier au Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz (SDEG), la réalisation des travaux de mise en souterrain des réseaux basse tension des voies internes de la Zone d'Activité du Carré / route de la Marigarde à Grasse. (Câblage) dans le cadre des travaux de requalification de la zone d'activité.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Fêtes et Eclairage Public	DEPENSES RECETTES maximum RECETTES minimum	71 300.00 € 46 782.32 € 40 840.65 €

Madame Nicole NUTINI expose :

Vu la délibération N°2013-158 en date du 4 juillet 2013 confiant à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération avec la ville de Grasse de requalification des voiries et des réseaux divers de la zone d'activités du Carré-Marigarde.

Considérant que cette maîtrise d'ouvrage unique tient compte des liens existants entre les travaux et les ouvrages relevant de la compétence de chacune des parties.

Compte tenu que dans le cadre de cette opération, les réseaux d'alimentation électrique basse tension des voies internes de la zone d'activité sont actuellement implantés en aérien et qu'il convient de les enfouir.

Considérant que ces travaux d'esthétique urbaine doivent être confiés au Syndicat de l'Electricité et du Gaz des Alpes-Maritimes (SDEG) auquel adhère la ville de Grasse. Le SDEG est également en charge de demander la subvention au Conseil Général des Alpes Maritimes au titre du programme « environnement » et de contracter l'emprunt destiné à compléter le financement en fonction des recettes obtenues.

Vu que le SDEG a remis à la ville de Grasse le 17 novembre 2014 ses études techniques et financières pour la réalisation de ces travaux.

Le budget s'établit comme suit :

**Dépense estimée** (devis du 14/11/2014))

soit :

**71 300.00 € TTC**

59 416.67 € HT

**Recettes correspondantes possibles :**

Subvention SDEG (10% HT)	5 941.67 €
Art 8 de la concession EDF / SDEG (40% HT électrique)	23 265.97€
Récupération TVA (16.667% du TTC électrique)	11 633.01 €

**Reste à la charge de la Ville de Grasse :**

30 459.35 € T.T.C

Annuité estimée sur 15 ans

2 934.52 €

Si subvention Conseil Général 06

(10% du HT électrique et éclairage public)

5 941.67 €

**Reste à la charge de la Ville de Grasse :****24 517.68 € TTC**

Annuité estimée sur 15 ans

2 362.09 €

L'annuité est estimée sur la base d'un emprunt au taux maximum de 5 %. Ce taux sera actualisé à la clôture des travaux.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 28 janvier 2015,

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 28 janvier 2015,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la réalisation des travaux d'amélioration esthétique d'électrification urbaine, conforme au plan remis.
- **PRENDRE** acte de la dépense évalué à : 71 300.00 € TTC selon le devis du 14/11/2014
- **CONFIER** au SDEG, la réalisation de ces travaux dans le cadre de ses compétences.
- **CHARGER** le syndicat de solliciter la subvention du Conseil Général des Alpes-Maritimes, au programme «Environnement » et de contracter l'emprunt destiné à compléter le financement en fonction des recettes obtenues.
- **INSCRIRE** au budget de la Commune, les sommes nécessaires à sa participation au compte 6554

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.